

## Problématique de l'économie socialiste décentralisée

André Joyal

Volume 6, numéro 2, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700546ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700546ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Joyal, A. (1975). Problématique de l'économie socialiste décentralisée. *Études internationales*, 6(2), 220–239. <https://doi.org/10.7202/700546ar>

# PROBLÉMATIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTE DÉCENTRALISÉE

André JOYAL

## INTRODUCTION

Depuis quelques années, il s'est accumulé une imposante littérature sur les problèmes de la planification en économie socialiste. Ceci peut être associé au besoin de faire le point sur l'expérience acquise, les résultats enregistrés et sur les besoins, anciens et nouveaux, à satisfaire. Les publications les plus intéressantes émanent d'auteurs socialistes dotés à la fois d'une solide formation scientifique et d'une expérience pratique pertinente. Leurs observations sur la situation existante dans différents pays socialistes et les recommandations qu'ils formulent en rapport avec les réajustements jugés nécessaires, ne peuvent laisser indifférents ceux qui s'intéressent à l'action de l'État dans une économie.

À cette documentation s'ajoute celle, non moins riche, d'observateurs socialistes ou non, qui se penchent sur les problèmes des économies dirigées, afin non seulement de mieux les connaître mais pour en tirer des enseignements précieux sur l'évolution possible des économies de marché libérales. Ces études fournissent de précieuses informations sur l'efficacité des systèmes économiques à répartir de façon optimale les ressources disponibles. C'est ici la première préoccupation de l'économiste. Par l'observation des faits, il est possible de vérifier de quelle façon certaines théories économiques cadrent avec la réalité. Parfois, des facteurs exogènes – qu'il est important d'identifier – constituent une limite à la vérification d'une théorie. C'est la grande utilité de l'abondante documentation existante, de fournir des éclaircissements sur la nature des expériences vécues.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'économie socialiste, ce travail a pour but de mettre en évidence une évolution dans les faits constatés dans certains pays socialistes, en insistant surtout sur le débat théorique entrepris par une école d'économistes socialistes, dont les recommandations peuvent être associées à une « nouvelle économie » du socialisme. Cependant, il faudra se garder d'inclure dans la même catégorie, tous les auteurs socialistes qui préconisent des modifications substantielles dans la gestion de l'économie nationale.

---

\* Université du Québec à Trois-Rivières.

C'est par l'importance plus ou moins grande accordée au « Bureau central » dans l'orientation de l'économie que théoriciens et praticiens peuvent être départagés.

Ainsi, au risque d'une trop grande simplification, il paraît opportun de distinguer deux groupes : les partisans d'une économie centralisée et ceux qui préconisent une gestion décentralisée par un allègement des responsabilités du Bureau central. C'est à certaines contributions de ce dernier courant de pensée, que ce travail est consacré.

Malgré les divergences de vue et l'évolution différente qui peuvent être observées dans les économies socialistes, il est possible de faire ressortir un consensus à l'égard des transformations jugées essentielles par les économistes des plus influents. Ce qui a été désigné sous le vocable devenu familier de « réformes économiques », renferme un ensemble de recommandations dont l'objectif fondamental est d'améliorer le rendement de l'économie par la correction de situations parfois aberrantes. Certaines de ces recommandations, à cause de leur caractère très radical, sont taxées d'hérésie par rapport à l'idéologie socialiste.

Le principal élément qui a suscité la recherche de nouvelles politiques économiques, est le retard accumulé dans la croissance économique, vers la fin des années cinquante. Autant en URSS que dans les démocraties populaires de l'Est on s'est interrogé sur les moyens à utiliser pour stimuler la production nationale. Il a été généralement admis qu'une trop grande concentration du pouvoir décisionnel était la cause première des difficultés des économies socialistes. La complexité toujours grandissante des économies modernes, l'importance croissante du commerce international, l'évolution rapide des connaissances dans le domaine des outils d'analyse économique et le souci de satisfaire les besoins des consommateurs dont l'influence exerce des pressions de plus en plus marquées, constituent les principaux facteurs qui ont obligé un effort de réflexion conduisant aux recommandations des réformes nécessaires.

Malgré le clivage existant entre les centralisateurs et les décentralisateurs, on constate de part et d'autre, une volonté d'attribuer aux unités de production, une plus grande responsabilité. La nécessité d'éviter des gaspillages, les goulots d'étranglement, les retards dans le cheminement des décisions, la détermination d'objectifs ne correspondant pas aux possibilités des entreprises et la recherche d'une plus grande productivité, ont obligé les autorités politiques à concéder aux centres d'exécution, certaines prérogatives relevant autrefois du Bureau central.

Pour la Hongrie, B. Balassa<sup>1</sup> fait remarquer que la centralisation à outrance conduisait parfois les entreprises à œuvrer au détriment des intérêts nationaux. Ceci en vertu du fait que les objectifs de production étaient déterminés en volume, sans égard à des normes qualitatives. Également, un système de prix arbitraires, sans relation avec les coûts de production, compromettrait toute gestion ration-

---

1. BALASSA, B., « The Firm in the New Economic Mechanism in Hungary », dans BORNSTEIN, M., *Plan and Market*, Yale University Press, New Haven, 1973, p. 348.

nelle. L'absence de rémunération rattachée à la rentabilité de l'entreprise ne concourait évidemment pas à favoriser des efforts du côté de l'innovation administrative, pas plus que du côté du progrès technique.

C'est pour remédier à une telle situation que l'économiste soviétique Liberman<sup>2</sup> a proposé différentes mesures dont les principales sont : que le nombre de mesures obligatoires imposées par le Plan soit diminué ; que l'autonomie des entreprises dans l'élaboration de leurs objectifs soit accrue ; que le profit soit considéré comme le principal indicateur d'efficacité ; que des stimulants matériels soient utilisés pour favoriser un meilleur rendement des cadres et des ouvriers des entreprises ; que l'on permette une plus grande flexibilité dans la formation des prix ; et enfin, que l'on procède à une certaine décentralisation dans les décisions touchant les investissements.

Malgré ses prises de position en faveur d'une réorganisation de la gestion économique, Liberman n'en demeure pas moins à l'intérieur du groupe des économistes centralisateurs. Pour lui, il n'est pas question de laisser l'orientation des productions sous l'influence de la demande des consommateurs. C'est toujours l'État, en fonction d'objectifs nationaux, qui détermine l'évolution de l'économie. Il paraît donc exagéré de croire, comme certains auteurs, dont Y. Heineman<sup>3</sup>, que les structures de l'URSS se transforment par l'instauration d'un marché hybride dit « marché socialiste » dont l'objectif serait de favoriser la correspondance entre l'offre et la demande par l'intermédiaire du Plan et de la demande des consommateurs.

Pour considérer les possibilités offertes par le socialisme décentralisé et le rôle véritable que peut jouer le marché, c'est du côté de la Yougoslavie, de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie du *printemps de Prague* qu'il faut se retourner. Les modèles concrets que l'on peut observer font suite à des modèles abstraits préconisés par des auteurs pour qui, il est possible de concilier les avantages offerts par les mécanismes régulateurs du marché et ceux qu'offrent les possibilités d'intervention. Il s'agit donc ici de chercher les conditions favorisant une symbiose entre le Plan et le marché, sans que soient compromis, d'une part, les objectifs d'une économie socialiste, et, d'autre part, la satisfaction des besoins des consommateurs.

Selon G. Feiwel<sup>4</sup>, il n'existe pas encore d'expérience pratique pouvant démontrer de façon convaincante, qu'une économie socialiste peut résoudre le problème de l'allocation des ressources d'une meilleure façon que le permet l'économie capitaliste. Le défi est donc à relever.

2. LIBERMAN, E.G., *Economics Methods and the Effectiveness of Production*, Anchor Books, New York, 1973.

3. HEINEMAN, E. H., « Market Socialism, New Soviet Hybrid », *Management Review*, décembre 1967, p. 20.

4. FEIWEL, G. R., « On the Economic Theory of Socialism : Some Reflections on Lange's Contributions », *Gylos*, vol. 3, 1972, p. 603.

Dans ce travail, il est montré comment se présente ce défi sur le plan théorique à partir de contributions d'économistes libéraux et socialistes, en cherchant à préciser s'il n'est pas vain d'espérer parvenir à une coexistence entre une planification véritable et l'utilisation des mécanismes du marché. En quelque sorte, il s'agit de considérer si l'attribution d'une plus grande importance aux choix exprimés par les consommateurs ne se fait pas aux dépens des planificateurs, de façon à se retrouver avec une économie qui ne peut être qualifiée d'économie socialiste. Peut-on trouver un pôle intermédiaire entre les deux extrêmes que constituent la gestion autoritaire ou centralisée, et celle qui caractérise l'économie de marché de libre entreprise ?

## I – LE PROBLÈME DU CALCUL ÉCONOMIQUE

Un débat demeuré célèbre a été soulevé dans les années trente par des représentants de ce qu'il a été convenu d'appeler « l'école néo-autrichienne ». Dans un ouvrage collectif, Mises, Hayek *et al*<sup>5</sup>, en s'appuyant sur la théorie de l'équilibre général telle que conçue par Walras et Pareto, ont cherché à démontrer l'impossibilité d'une allocation optimale des ressources dans le cadre d'une économie socialiste. C'est la critique de Mises qui a soulevé le plus de commentaires. Pour cet auteur, l'absence de marché et par suite, le rôle limité de la monnaie, rendent impossible le calcul économique, étant donné que les biens ne sont pas investis d'un prix correspondant à leur valeur réelle. Alors qu'en économie libérale, les agents économiques maximisent leur fonction d'utilité, soit par la détermination d'une hiérarchie des besoins s'ils sont consommateurs, soit par le choix des productions les plus rentables s'ils sont producteurs, il n'en va pas ainsi en économie socialiste. Ceci, compte tenu du fait que, pas plus les consommateurs que les producteurs n'exercent une influence sur la production.

Le calcul économique qui est effectué spontanément dans un contexte d'économie de marché libérale est laissé aux mains des planificateurs qui, seuls, ont autorité sur la détermination de l'urgence relative des besoins. Il revient donc aux dirigeants du Bureau central de prendre toutes les décisions concernant les quantités, les prix et la répartition des produits. Cette tâche, jugée trop lourde en vertu des innombrables facteurs à tenir compte, ne peut être remplie de façon adéquate. Il en résulte un système de prix sans relation avec la rareté ou l'utilité des biens et, par le fait même, on assiste à une allocation non optimale des ressources.

Les autres arguments utilisés par Mises, à l'encontre de l'économie socialiste, sont bien connus. Ils se rapportent à l'esprit d'initiative qui serait complètement annihilé étant donné l'absence de possibilité de promouvoir les intérêts personnels. L'absence de motivation qui en résulte entrave tout effort d'innovation dans les différentes sphères d'activités humaines. Il ne croit pas, par ailleurs, à la

---

5. MISES, L., *Collectivist Economic Planning*, Routledge et Kegan Paul Ltd, Londres, 1935 ; traduction : *Économie dirigée en régime collectiviste*.

décentralisation du pouvoir de décision au niveau des entreprises, car on ne pourrait confier à un fonctionnaire, si haut placé soit-il, la libre disposition des moyens de production par crainte que ses erreurs portent préjudice à l'ensemble de la collectivité.

Moins catégorique, Haek considère l'éventualité d'introduire la concurrence dans un système où les moyens de production sont entre les mains de l'État. Il s'interroge sur l'opportunité de laisser des responsabilités à des individus concurrents non propriétaires, en les intéressant d'une façon ou d'une autre aux résultats de la production dont ils ont la charge. Tout en reconnaissant qu'une telle forme d'économie socialiste puisse exister, il pose la question cruciale si la planification n'est pas ainsi compromise, car peut-on avoir une économie vraiment planifiée tout en respectant la souveraineté du consommateur ?

Pour sa part, G. Halm rejoint Mises en considérant que le calcul économique est impossible lorsque l'on refuse de prendre comme guide, le libre mouvement des prix suivant l'intensité de la demande ou les conditions de la production. En laissant à l'État le soin de fixer arbitrairement les prix, la production ne peut s'adapter aux besoins des consommateurs, ce qui est la caractéristique d'un socialisme très centralisé. Il y voit même un danger que la liberté du travail soit compromise, les salaires n'étant pas octroyés en fonction de la productivité mais d'après les objectifs de production déterminés par les autorités du Plan.

La réponse à ces critiques ne s'est pas faite attendre. La plus connue est le modèle Lange-Taylor<sup>6</sup> qui ne correspond en rien à l'image du socialisme décrite par Mises. L'organisation de l'économie qui est décrite ne perd pas de vue l'objectif de parvenir à l'équilibre paretien. Plutôt que de concentrer toutes les décisions concernant la production des biens de différentes natures et leur allocation entre les mains d'un Bureau central, on octroie beaucoup d'initiatives aux entreprises qui se laissent guider par le choix des consommateurs. Cette décentralisation a pour but d'orienter la production vers les besoins exprimés par ceux qui l'utilisent, et d'éviter une trop grande bureaucratisation qui, pour Lange, constitue le plus grand danger du socialisme.

Les moyens de production demeurent toujours aux mains de la collectivité, mais la rentabilité des entreprises est une condition *sine qua non* de leur existence. On s'assure que les intérêts des consommateurs seront sauvegardés au mieux en exigeant que les prix de vente correspondent au coût marginal.

Lange reprend en quelque sorte le modèle de Barone<sup>7</sup> où il était démontré que, théoriquement, il est possible, à l'aide d'un système d'équations simultanées, de procéder à une allocation des ressources qui maximise l'utilité des divers agents économiques. Il veut répondre à l'objection maintes fois formulée, tout d'abord

6. LANGE, O. et TAYLOR, F., *On the Economic Theory of Socialism*, McGraw Hill, paperback, 1964.

7. HAYEK, F. A., (édit.), dans *Collectivist Economic Planning*, *op. cit.*

par Pareto<sup>8</sup> qui soutient qu'après avoir réussi à connaître (ce qui, pour lui, est très hypothétique), une fonction de la demande de tous les consommateurs et les conditions de la production des biens correspondants, il restera à trouver la solution qui permettra d'obtenir l'équilibre recherché. En prenant un exemple de 100 individus et de 700 biens, Pareto fait remarquer que le problème implique 10 699 équations. Il se demande alors comment il sera possible de solutionner le problème posé par une population de plusieurs millions d'individus en présence de milliers de biens.

Évidemment, au moment où cette objection a été formulée, on ignorait les possibilités offertes maintenant par les ordinateurs les plus puissants et on ne disposait pas des connaissances apportées par le développement des mathématiques appliquées à l'économie.

L'objectif de Lange est de démontrer qu'une économie socialiste est viable sans que le Bureau central ait à assumer cette tâche très complexe représentée par le cumul des informations requises et le calcul de la solution conduisant à la répartition optimale des ressources. En ayant recours au processus des « essais et des erreurs » pour parvenir à l'équilibre entre l'offre et la demande, Lange laisse aux millions d'individus, par le biais de la demande librement exprimée, le soin de résoudre le calcul économique. La fonction paramétrique des prix dans un cadre de concurrence parfaite amène les consommateurs et les producteurs à considérer les prix comme étant donnés. D'après l'évolution de la demande – le consommateur étant souverain – le Bureau central est à même de constater si l'offre est en mesure de la satisfaire. Les prix des biens de consommation seront ainsi sujets à des modifications suivant les conditions du marché. En ayant un contrôle sur les prix des biens de production, l'État peut s'assurer que les intérêts des consommateurs seront sauvegardés.

La pierre d'achoppement se situe au niveau des producteurs (les managers publics). L'importance relative des entreprises dans l'économie peut favoriser certaines situations monopolistiques, susceptibles de rendre alléchante l'imposition d'un prix éloigné du coût marginal. Il y a aussi le problème bien connu des entreprises œuvrant dans la zone des coûts décroissants pour lesquelles la tarification au coût marginal est préjudiciable.

Avant de porter attention à quelques objections que ce modèle a suscitées, autant de la part d'économistes libéraux que socialistes, il est opportun d'étudier sérieusement un texte peu connu de M. Allais<sup>9</sup> qui, tout en trouvant digne d'attention les positions de l'école néo-autrichienne, se déclare d'accord avec de nombreux éléments du modèle Lange-Taylor. En s'appuyant sur le concept de l'optimum économique de Pareto, Allais définit le théorème du rendement social maximum, lequel exige :

---

8. PARETO, V., *Manuel d'économie politique*, 2<sup>e</sup> éd., 1927, pp. 23–234, cité dans HAYEK, F. A., (Cf. N<sup>o</sup> 8), pp. 125–126.

9. ALLAIS, M., *Économie pure et rendement social*, (texte ronéotypé).

1. Les conditions de la concurrence parfaite dans le secteur privé ;
2. La minimisation du prix de revient et la vente au coût marginal dans le secteur public ;
3. Une répartition des revenus correspondant à la productivité.

Il précise que la recherche du rendement social maximum est essentiellement un problème de technique économique qui peut être envisagé, autant dans le cadre d'une économie capitaliste que dans celui d'une économie socialiste. Bien avant Liberman, il affirme que, quel que soit le système économique, le principe de la rentabilité doit guider toutes les activités productrices. Il ne doit donc exister qu'un seul système de prix et une décentralisation complète des initiatives dans le secteur ne relevant pas de l'État.

Ces considérations ont pour but de mettre en évidence, la nécessité d'un processus concurrentiel afin que tous les agents économiques puissent satisfaire au mieux leur fonction d'utilité. Allais prend le soin, comme il se doit, de faire remarquer qu'il ne fait pas l'apologie de l'économie de marché telle qu'elle existe dans la réalité, étant donné qu'elle ne satisfait pas plus que l'économie centralisée les conditions de la maximisation du rendement social. Il fait cependant remarquer, que l'efficacité d'une économie totalement planifiée sans égard à l'information que peuvent fournir les mécanismes de marché, n'a toujours pas été démontrée. L'observation des faits n'infirme pas cette observation écrite il y a trente ans. Il écrit que :

Dans l'état actuel de nos connaissances, la seule solution concevable de ce problème (celui du rendement social) est donnée par l'emploi d'une économie d'échanges concurrentiels fondée sur la libre disposition des biens économiques par des agents autonomes (individus ou entreprises) agissant suivant les principes du revenu maximum ou de la satisfaction maxima<sup>10</sup>.

Ainsi, pour Allais, les économistes socialistes ne doivent pas craindre de sacrifier certaines prérogatives du Bureau central puisque le calcul économique permettant une utilisation rationnelle des ressources, exige une décentralisation laissant plus de liberté aux producteurs comme aux consommateurs.

Il est évident qu'étant reconnu que l'économie capitaliste – telle qu'elle existe –, ne satisfait pas les exigences du théorème du rendement social, on pourrait lui préférer un système centralisé, s'il était démontré que ses résultats sont plus près du rendement social maximum. Or il semble bien qu'il n'en soit pas ainsi, étant donné les raisons qui ont milité en faveur des réformes économiques. Si le rendement social maximum ne peut être considéré que comme un idéal jamais atteint, une plus grande efficacité économique est un objectif concret, et c'est précisément ce qui est recherché actuellement, sans retrouver les inconvénients d'une économie entièrement basée sur la libre entreprise. La contribution d'Allais conserve toute son actualité, en vertu de son insistance sur la nécessité

10. *Ibid*, p. 53.

d'un système de prix cohérent et sur les conditions qui en favorisent la formation. C'est sur une argumentation similaire que s'appuient, aujourd'hui, plusieurs théoriciens de l'économie socialiste.

Pour revenir brièvement au modèle Lange-Taylor, il vaut la peine d'apporter une attention à la réplique d'Hayek par laquelle il tente de démontrer que le modèle proposé n'apportait pas une solution aux imprévus d'un système de concurrence, qu'il ne simplifiait pas la tâche du Bureau central et que, dans l'ensemble, il est inapplicable<sup>11</sup>. C'est au système de prix des biens de consommation devant être réajustés périodiquement que s'en prend tout d'abord Hayek.

Les conditions de la production et les exigences des consommateurs n'étant pas statiques, il serait quasi impossible d'établir des prix assurant une situation d'équilibre pendant une période indéterminée. Même la présence d'une calculatrice perfectionnée ne serait pas d'un grand appui dans un contexte où les données sont appelées à se modifier continuellement. Quant aux directeurs d'entreprises, ils seraient toujours situés dans un climat d'incertitude ne sachant quelle confiance accorder aux prix en vigueur. Il souligne également les difficultés posées par la tarification au coût marginal et le danger que les entreprises faussent les données transmises au Bureau central. Il estime illusoire un système où les responsables des erreurs commises ne seraient pas pénalisés. Il sera montré plus loin, que dans les modèles concrets d'économie de marché socialiste, cette dernière remarque n'est plus pertinente puisque les revenus sont étroitement liés aux résultats des unités de production.

La critique d'Hayek, même si elle est utile à cause des éléments de précision qu'elle oblige à fournir, est beaucoup trop sévère. Elle cherche à prendre à la lettre la composante d'un modèle qui, par essence, ne peut être précis sur tous les points imaginables. Il est évident que l'application du modèle soulèverait des problèmes ; cependant, le fruit de l'expérience pourrait, hors de tout doute, amener des solutions. Néanmoins, les propos d'Hayek obligent les théoriciens du socialisme à ne pas croire qu'ils possèdent une formule à l'abri de toute critique.

Pour résumer l'ensemble des critiques que soulève le modèle Lange-Taylor, on peut dire que pour les économistes libéraux, les difficultés tiennent aux délais d'ajustements entre l'offre et la demande, dus à l'intervention du Bureau central. Plutôt que de rechercher un équilibre *ex-post*, on préfère le libre fonctionnement des mécanismes de marché, de façon à ce que l'équilibre soit atteint plus spontanément. Pour leur part, les économistes socialistes partisans de la voie autoritaire, estiment que le Bureau central est dépourvu de son pouvoir d'orienter l'économie. Par la trop grande importance accordée à la volonté des consommateurs, la planification est compromise, et il y a le risque de retrouver une situation où les intérêts collectifs sont sacrifiés aux bénéfices d'intérêts de groupes particuliers.

11. HAYEK, F. A., « Socialist Calculation : The Competitive Solution », *Economica*, Vol. 7, n° 25, mai 1940, pp. 125-149, reproduit dans BORNSTEIN M., *Comparative Economic System*, Irwin, 1969.

En considérant ces diverses critiques comme étant inévitables, ce qu'il est important de retenir, c'est qu'on se trouve en présence d'un modèle qui, en utilisant une approche néo-classique, se sert du même schéma de raisonnement abondamment utilisé par les économistes libéraux. Ainsi, avec la rigueur de pensée propre à l'école dominante dans le monde occidental, Lange démontre que le calcul économique est réalisable dans une économie socialiste. On peut évidemment admettre le caractère utopique de son modèle, mais on doit reconnaître qu'il a ouvert la voie à de nouvelles réflexions et à des expériences pratiques susceptibles de répondre aux objections formulées par les économistes libéraux.

Le modèle de socialisme décentralisé suggéré par un des chefs de file des économistes socialistes réformateurs, W. Brus, est étroitement relié au modèle de Lange<sup>12</sup>. Le Bureau central se voit confier la tâche de déterminer le rythme d'accroissement de la production nationale ; de répartir le revenu national entre la consommation et l'accumulation ; d'orienter les investissements principaux et de contrôler le volume et la structure des échanges avec l'étranger. La majorité des indications émanant du Bureau central n'ont pas de caractère obligatoire. Quant aux entreprises, pour des raisons d'efficacité, il est suggéré de leur laisser une grande autonomie sur : le volume et la structure de la production ; le choix des sources d'approvisionnement ; le choix des débouchés et sur l'affectation d'une partie importante des profits.

Toutefois, malgré ce rapprochement entre les centres de décision et les centres d'exécution, la prééminence du plan est maintenue. Ici on veut montrer qu'il est possible de simplifier la tâche du Bureau central en le déchargeant d'une quantité innombrable de responsabilités, tout en satisfaisant, autant que faire se peut, la souveraineté du consommateur, sans pour autant retirer à l'État ses principales responsabilités. Par le recours à divers leviers économiques comme le taux d'intérêt, la politique fiscale et commerciale, la fixation de certains prix et par l'orientation d'investissements particuliers, l'État peut ainsi respecter le caractère véritablement socialiste d'une économie.

Dans un article plus récent<sup>13</sup> Lange reprend l'essentiel des idées déjà avancées en associant le marché à un ordinateur de l'âge pré-électronique dans le procédé empirique « d'essais et erreurs ». Le développement de l'électronique aurait permis de mettre au point un instrument qui, dans les mains des responsables économiques, serait supérieur au marché, étant donné que le processus de tâtonnements « à la Walras » ne conduit pas toujours vers une situation d'équilibre. Il reconnaît cependant que même les ordinateurs les plus puissants ne sont pas en mesure de résoudre le problème que pose la manipulation d'un trop grand nombre de données, lesquelles, nous l'avons vu, sont sujettes à de fréquents

---

12. BRUS, W., *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspéro, Paris, 1969.

13. LANGE, O., *The Computer and the Market in Socialist Economics*, A. Nove (éd.) Baltimore, Penguins Books, 1972, pp. 401-405.

changements. Comme le mentionne M. Dobb<sup>14</sup>, l'ordinateur ne remplace pas le marché, il remplace une fonction que le marché n'a jamais été en mesure de remplir. Le marché conserve donc un rôle non négligeable du moins pour les décisions économiques ayant une portée à court terme. Alors que pour la planification à long terme, le recours aux techniques du calcul optimal fait de l'ordinateur un instrument des plus précieux, Feiwel<sup>15</sup> qui a repris les dernières réflexions de Lange, fait observer que la « révolution de l'ordinateur » suscite de grands espoirs en URSS, à la fois chez les partisans de la centralisation et chez ses opposants. Pour les premiers, ce sont les avantages que fait miroiter la cybernétique qui le séduisent, les ordres pouvant être transmis rapidement de haut en bas en fonction des informations régulièrement transmises. Au contraire, pour les fervents de la décentralisation, l'ordinateur peut faciliter les ajustements requis par la prise de décisions et d'initiatives venant de centres multiples. Ici comme dans d'autres domaines les mêmes arguments peuvent servir pour des fins différentes.

## II – LA SOUVERAINETÉ DU CONSOMMATEUR

L'importance à accorder à l'individu-consommateur dans l'orientation de l'économie est le principal point de litige entre les tenants de chacune des deux orientations principales qui partagent actuellement la théorie et la pratique de l'économie socialiste. Pour des économistes comme R. Mossé<sup>16</sup>, le fonctionnement d'une économie doit être guidé par le souci de satisfaire les besoins des consommateurs. Ceux-ci se situent au centre du système économique, et tout l'appareil intellectuel et administratif n'a sa raison d'être que dans la recherche des moyens pouvant répondre aux exigences librement exprimées dans la mesure où elles ne compromettent pas de grands objectifs nationaux. Pour R. Dumont<sup>17</sup>, ce qu'il faut c'est remettre l'homme au centre de l'économie, à la fois comme producteur et comme consommateur. Il est si souvent fait référence au concept de la souveraineté du consommateur qu'il est nécessaire de s'interroger sur le sens que lui donnent différents auteurs. En se rapportant aux relations marchandes en économie socialiste, Dobb affirme que le marché de détail doit être un marché au plein sens du terme<sup>18</sup>. Ce qui, pour cet auteur, signifie que les consommateurs sont libres d'affecter leurs revenus comme ils l'entendent suivant la disponibilité des produits sur le marché. Or cette référence ne satisfait pas la double signification que renferme le concept de la souveraineté du consommateur. En effet, si par ce concept on entend la liberté de choix, on réfère également à l'influence de la demande sur l'offre.

---

14. DOBB, M., *Économie du bien-être et économie socialiste*, Calmann-Lévy, Paris, 1972, p. 188.

15. FEIWEL, *op. cit.*, p. 89.

16. MOSSÉ, R., *L'économie socialiste*, Paris, 1966.

17. DUMONT, R. et MAZOYER, M., *Développement et socialismes*, Seuil, Paris, 1969.

18. DOBB, *op. cit.*, p. 162.

Le consommateur n'exerce donc pas sa souveraineté uniquement face à l'offre existante, il a en plus la possibilité de déterminer la composition de l'offre. C'est d'ailleurs en vertu de cette dernière prérogative que des économistes socialistes – ne pouvant l'accepter – se rangent du côté des centralisateurs. Si certains y sont partisans pour des raisons d'ordre éthique, d'autres comme Lange, ainsi que l'avons vu, considèrent que ce pouvoir laissé aux consommateurs est le moyen le plus efficace pour parvenir à une allocation des ressources qui soit optimale. Le Bureau central, au lieu de décider ce qui serait utile pour les individus-consommateurs, laisse à ceux-ci le soin de le déterminer pour ensuite prendre les décisions qui s'avèrent nécessaires. Plutôt que d'avoir une situation où les individus sont soumis aux impératifs du Plan, nous retrouvons une situation où le Plan est mis à la disposition des consommateurs. Il va de soi, que cette façon de procéder exige une structure organisationnelle très souple, le pouvoir de décision devant être décentralisé au niveau des instances directement responsables de la production. C'est pourquoi l'entreprise, dans le cadre d'un tel modèle, doit être pourvue d'une grande marge de latitude.

Les centres de production, guidés par l'intensité de la demande telle qu'exprimée sur le marché et conscients des exigences de leur fonction de production, doivent réclamer pour leurs produits des prix pouvant leur assurer une marge suffisante de rentabilité. La similitude avec l'entreprise située dans un cadre d'économie de marché libérale ne doit cependant pas être poussée trop loin. Les administrateurs de l'entreprise socialiste peuvent faire pression pour que le réajustement des prix des biens de production (suivant qu'ils soient plus ou moins contrôlés) soient faits de façon à assurer les produits des prix qui rencontrent les exigences du marché. Également, il faut noter l'argument, maintes fois signalé, que l'économie socialiste a l'avantage de fonctionner avec des murs de verre. Par le Bureau central, de qui relève la responsabilité de coordonner l'évolution des opérations les plus importantes, il est possible de connaître les projets de l'ensemble des unités de production. Des indications parvenant aux intéressés peuvent éviter des surproductions tout en favorisant la production de biens dont la demande est exédentaire à l'offre.

Un élément important devant accompagner la souveraineté du consommateur est celui de la liberté du travail. Ici, encore une fois, il s'agit bien plus que du simple choix du travail puisque l'on réfère à la nécessité de faire correspondre les revenus aux conditions du marché du travail. On laisse donc de côté l'idéal marxiste : « *À chacun selon ses besoins de chacun selon ses moyens* ». S'il s'agit de produire pour la satisfaction des consommateurs, ceux qui sont dans la mesure de répondre à cet objectif, sont rémunérés en conséquence. On retrouve ici la même situation qu'ont connue, au siècle dernier, les propriétaires de diligence aux dépens des promoteurs du transport ferroviaire. Cette situation de disparité dans les revenus qui en résulte, n'est pas la seule caractéristique du modèle décentralisé puisqu'avec son antithèse, dans le but de rencontrer des objectifs de production, on retrouve également d'importantes disparités salariales. Que ce soit pour stimuler la production dans un secteur d'activité donné, dans une région éloignée

et inhospitalière, ou encore pour compenser le désagrément de certaines tâches, on assiste à des distinctions dans l'échelle des revenus.

Malgré la décentralisation, l'État est toujours en mesure d'exercer une influence sur la politique salariale. Cependant l'ingérence étatique aura un caractère exceptionnel, compte tenu de la possibilité laissée aux entreprises d'utiliser le pouvoir stimulant qu'incarne un revenu correspondant aux efforts consentis.

Pour les partisans de la centralisation, le maintien du primat de l'État sur l'individu-consommateur dans la détermination de l'urgence relative des besoins, s'explique par la conviction que c'est la seule façon de promouvoir les intérêts collectifs. Par la propriété étatique, estimée la forme supérieure de toute propriété, fonctionnant en « harmonie » suivant les directives du Plan, on croit éviter que l'économie se développe en fonction de considérations d'ordre privé. Les défauts rencontrés dans les rouages d'une économie ainsi dirigée s'expliqueraient par des facteurs exogènes ou par des causes purement temporaires. L'organisation du système économique et les principes sur lesquels elle s'appuie, n'auraient pas à être remis en considération. Y. Zaleski rapporte que Preobrajensky croyait que les défauts de la planification résultaient uniquement des fautes de la Commission du plan, où le centre de calcul peut se substituer à la loi de la valeur et du marché. Or il a été démontré que les défauts tenaient de l'opposition entre les intérêts des travailleurs et de l'État. De là tient la proposition d'abolir la répartition autoritaire des ressources : que l'on accorde plus d'autonomie aux entreprises et que le calcul économique prenne en compte le coût et l'utilité du capital. « Le mythe d'une supériorité absolue historiquement nécessaire de l'économie étatique centralisée ne pourra plus être soutenu <sup>19</sup> ».

Par ailleurs le fonctionnement de l'économie de marché libérale est trop riche en enseignement sur le comportement du consommateur pour commettre l'erreur de croire que les intérêts collectifs seront mieux desservis en ne mettant aucune limite aux exigences des consommateurs. Le caractère irrationnel de ce comportement si bien stigmatisé d'abord par Veblen et plus tard par Dusenberry (*Keep up with the Jones*) incite à se prémunir contre l'octroi aux individus d'un trop grand pouvoir sur le choix des productions. En admettant que l'objectif primordial d'une économie est de chercher à satisfaire les besoins des consommateurs, on ne comprend pas tous les besoins. Il est bien connu (surtout à l'âge de la pollution) que des actions individuelles peuvent porter préjudice au bon fonctionnement de la société. Également, il faut considérer toute une gamme de produits jugés nocifs à l'égard desquels il faut protéger les individus même contre leur gré. La souveraineté du consommateur est donc sujette à être limitée. Mais comme le fait remarquer avec pertinence Dobb <sup>20</sup>, « Suggérer que la souveraineté du consommateur doit être limitée et soumise à restriction ne revient pas néces-

19. ZALESKI, E., « La nouvelle économie de Preobrajenski », *Revue d'économie politique*, mai-juin, 1969.

20. DOBB, *op. cit.*, p. 271.

sairement à réclamer sa destitution. » C'est la recherche d'un compromis dans le partage du pouvoir d'influencer les choix de production que doivent s'orienter les recherches en prenant en considération les indispensables enseignements de l'expérience. Repartager adéquatement les rôles des trois principaux agents économiques que sont l'État, l'entreprise et les consommateurs : voilà à quoi correspond l'élaboration de « nouveaux mécanismes économiques » dans certaines économies socialistes.

### III – L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ SOCIALISTE DANS LES FAITS

G. Roosevelt définit l'économie de marché socialiste comme étant un système économique planifié appuyé sur l'appropriation collective des moyens de production (absence de marché de capitaux) et dans lequel il existe un libre marché pour le facteur travail ainsi que pour les biens de consommation<sup>21</sup>. Sans pour autant négliger les perspectives de long terme, une importance particulière est accordée aux objectifs de court terme par l'intention de satisfaire au mieux la demande des consommateurs. Le mode de planification ainsi privilégié est de type téléologique par opposition à un type génétique, lequel est plus autoritaire et beaucoup moins souple que le premier. En mentionnant que durant les années vingt, en URSS, d'importantes discussions ont été soulevées autour de ces deux processus de planification, Brus<sup>22</sup> préfère la voie téléologique à cause des possibilités d'ajustement laissées au Plan en fonction des conditions et des besoins. Un autre auteur, V. Holesovsky<sup>23</sup>, en commentant les réformes préconisées ou réalisées avant la « normalisation » prend également position en faveur du type de planification téléologique en vertu de son pouvoir « synergitique » permettant une réadaptation plus ou moins spontanée à l'égard des changements inévitables d'une économie en évolution. Cet auteur fait remarquer que les tenants du mode autoritaire de planification ont le tort de croire que seul un contrôle étroit et sévère des responsables économiques peut assurer le bon fonctionnement de l'économie, étant donné que la coexistence du Plan et du marché est considérée contradictoire. Or, malgré que les méthodes synergitiques propres à l'économie de marché n'ont pu encore être expérimentées de façon vraiment convaincante, « l'évolution vers une économie plus humaine ne peut se faire qu'en s'orientant vers cette direction<sup>24</sup>. »

Accepter l'introduction des mécanismes du marché dans un cadre d'économie socialiste nécessite une vision du marché différente de celle caractérisant l'économie

21. ROOSEVELT, F., « Market Socialism : A Human Economy ? », *Journal of Economic Literature*, vol. 9, n° 1, 1971.

22. BRUS, *op. cit.*, p. 153.

23. HOLESOVSKI, V., « Planning and the Market in the Tzechoslovak Reform », dans BORNSTEIN, *Market and Plan*, Yale University Press, New Haven, 1973, pp. 313-345.

24. HEINEMAN, *op. cit.*, p. 345.

capitaliste. Alors que dans celle-ci l'équilibre ou la convergence est loin d'être assurée, que des goulots d'étranglement ou, inversement, que des phénomènes de surproduction sont fréquemment observables et qu'en plus des besoins fondamentaux demeurent trop souvent insatisfaits, il n'en irait pas de même en économie socialiste, à cause du pouvoir régulateur dont le Plan est toujours investi. Tandis que Brus considère à la suite de Lange que le marché est un instrument du Plan, Holesovsky croit que les insuffisances ou les imperfections du marché peuvent être compensées par les services d'information et un certain pouvoir de décision qui confèrent au Plan un rôle complémentaire. Et le marché, au lieu d'être considéré comme un reliquat d'une époque antérieure à l'introduction de la planification, en devient une composante<sup>25</sup>. On voit ici qu'il est fortement suggéré de démystifier le caractère héritique du marché par rapport au Plan et qu'au lieu d'y voir un antagonisme irréconciliable, il faudrait admettre que les avantages de l'un et de l'autre peuvent être conciliés à l'intérieur d'un ensemble correspondant à une planification moins autoritaire et moins dogmatique. Les différences importantes, entre le marché dans un système socialiste et celui existant dans une économie libérale que Dobb met en évidence, font voir tout l'intérêt de ces nouveaux mécanismes économiques. Elles se rapportent à la possibilité de prendre en compte les effets sociaux de la production et de la consommation, à la possibilité de déterminer un horizon de long terme, à l'établissement d'une politique de répartition des revenus, au contrôle du développement des tendances monopolistiques et finalement, aux avantages des possibilités de réajustement qu'offre le Plan en vertu des pouvoirs d'intervention qui lui sont concédés et qui peuvent être la fixation de quotas, le contrôle de certains prix, des opérations de crédit et diverses interventions de nature à influencer le marché<sup>26</sup>.

En somme, ce qui est recherché, c'est une situation qui, du marché, ne conserverait que les avantages, les défauts habituels étant compensés par les bons offices des responsables du Plan. L'épineux problème de la détermination des prix et de son corollaire, le calcul économique, trouverait ainsi une solution satisfaisante. En laissant aux entreprises des responsabilités dépassant le cadre de la gestion courante, on retrouve les avantages que présente la décentralisation du pouvoir décisionnel. Les décisions d'investissement des unités de production peuvent être prises suivant les conditions que connaît chacune d'entre elles. Cette plus grande autonomie laissée aux entreprises implique un type de management nouveau qui a consacré l'expression « management socialiste » associée aux prérogatives laissées à « l'entrepreneur socialiste ».

Encore une fois, des dogmes doivent tomber afin de laisser à ce dirigeant d'entreprise d'un genre nouveau, la possibilité de fonctionner de façon rationnelle en s'inspirant de méthodes modernes de gestion. Ainsi, en URSS, où pourtant l'ensemble du système demeure très centralisé, le marché n'ayant qu'une influence

---

25. HOLESOVSKI, *op. cit.*, p. 318.

26. DOBB, *op. cit.*, pp. 186-188.

limitée, on ne considère plus le marketing comme une caractéristique inhérente au système capitaliste. Établir une jonction entre l'État-producteur et l'individu-consommateur est un des problèmes les plus lancinants de la planification soviétique. C'est la raison pour laquelle, on a recours aux diverses ressources qu'offre le marketing. Que ce soit pour informer les consommateurs ou pour susciter la demande de biens dont la production relève des autorités du Plan, une certaine forme de publicité est utilisée. Ces efforts associés à des études de marché contribuent à garantir aux distributeurs des approvisionnements susceptibles d'assurer une marge de rentabilité suffisante<sup>27</sup>.

On comprendra que dans un contexte de socialisme décentralisé, ces procédures, dont le caractère universel est davantage reconnu, se généralisent de plus en plus. Elles sont d'autant plus appropriées, qu'elles ne risquent pas de se buter à des contradictions du type que donne en exemple M. Lavigne<sup>28</sup>, où une entreprise, ayant fait de la publicité pour son produit, se retrouve dans une situation où l'afflux des commandes excédait les possibilités de production, compte tenu des contraintes d'approvisionnement imposées par le Plan. Cette situation découle de réformes incomplètes caractérisées par la crainte de compromettre l'influence de la planification, suivant ce que serait une véritable décentralisation. L'URSS ne parvient pas à résoudre le problème posé par le fonctionnement du tandem autorité-liberté. Il est souvent fait remarquer que des mesures allant dans le sens d'une décentralisation des responsabilités, sont contrecarrées par des décrets qui rétablissent l'autorité des instances supérieures : un pas en avant et un pas en arrière.

Au temps du renouveau économique en Tchécoslovaquie, un débat tournait autour de la question, à savoir si la décentralisation des décisions est compatible avec l'appropriation collective des biens de production. Une entreprise où tous les employés sont propriétaires, peut-elle être aussi efficace que son homologue en économie libérale ? L'ouvrier peut-il être à la fois entrepreneur et producteur ? Nous avons ici tout le problème du fonctionnement démocratique d'une entreprise. Devrait-il exister une hiérarchie décisionnelle ou un partage généralisé du pouvoir de décider de l'orientation de l'entreprise ? Comment aborder une situation où la complexité de certaines décisions est une entrave à une participation véritable ? Il s'agit donc de déterminer une limite, entre les fonctions de producteur et celles d'administrateur des différentes catégories de travailleurs. Pour M. Sestakova<sup>29</sup>, il faut improviser une structure institutionnelle compatible avec une réforme laissant place à l'intérêt personnel. Il est suggéré de trouver une contrepartie au contrôle exercé par les détenteurs d'actions d'une entreprise

27. WESOLOWSKI, Z., « The Role of Marketing in a Soviet-Type Economy », *Marquette Business Review*, vol. 13, n° 1, été 1969, p. 154.

28. LAVIGNE, M., *Les économies socialistes soviétiques et européennes*, Armand Colin, Paris, 1971, p. 99.

29. SESTAKOVA, M., *The Firm in the Tzéchoslovak Economy*, Economic Institute of the Slovak Academy of Sciences Review, 1967.

capitaliste. Cet organisme dont l'objet serait de contrôler la nouvelle administration qui ne devrait pas dépendre du Bureau central, lequel ne devrait légiférer que sur ce qui se rapporte aux grandeurs macro-économiques.

Pour la Hongrie, le « nouveau mécanisme économique » a fait son apparition en 1968. La réforme a soulagé le Bureau central de la responsabilité de répartir les matières premières et les produits entre les entreprises, en les laissant libres d'établir des contacts directs par la voie du marché. Elle a favorisé la maximisation du profit en fonction de prix reflétant les conditions du marché et elle a laissé aux entreprises une plus grande marge d'autonomie sur les possibilités de procéder à de nouveaux investissements. Quant aux préférences gouvernementales, elles s'expriment de façon beaucoup moins impératives. C'est à nouveau l'influence du modèle de Lange qui se fait sentir.

Ainsi, il est officiellement reconnu que les prix doivent refléter les effets de l'offre et de la demande de même que de la rareté. Toute la réforme hongroise repose donc sur le rôle des prix<sup>30</sup>. Cette situation satisfaisait ainsi J. Robinson, qui estime que pour obtenir les avantages d'un système de marché, les prix doivent correspondre aux raretés relatives<sup>31</sup>.

Les conséquences de cette évolution ont permis en 1970, de mettre fin à la distribution centralisée des céréales et de réduire à quatre (fer, cuivre et produits annexes, imprimerie et autobus) le nombre de produits dont les achats étaient limités par des quotas. Et seulement quelques produits (énergie électrique, automobiles, fertilisants, charbon) faisaient l'objet de quotas d'importation<sup>32</sup>. Le nomique est très positif et, pour le futur, il recommande de favoriser l'allocation de ressources aux entreprises les plus dynamiques par une meilleure distribution du crédit, la création d'un marché du capital et la liquidation d'entreprises non rentables.

Il n'en faut pas davantage pour soulever l'ire des économistes socialistes orthodoxes. Ils s'en prennent au fait que le modèle décentralisé est de nature à favoriser des intérêts de groupe, parfois aux dépens des intérêts collectifs. Liberman juge cette voie d'une façon très sévère en la considérant comme étant un pas en arrière sur le chemin conduisant au communisme<sup>33</sup>. C'est le remplacement de la propriété étatique, par la prise en charge des responsabilités administratives des travailleurs des différentes unités de production qui serait susceptible de créer cette situation antagoniste. L'introduction de la concurrence entre les entreprises, à la suite de l'instauration des mécanismes de marché, ne serait pas compatible

---

30. BALASSA, *op. cit.*

31. ROBINSON, J., « Consumer Sovereignty in a Planned Economy » dans *Socialist Economics*, A. Nove, (éd.) Penguins Books, Baltimore, 1972, pp. 263-274.

32. BALASSA, *op. cit.*, p. 359.

33. LIBERMAN, *op. cit.*, p. 81.

avec la conception du socialisme telle que définie par Marx et Lénine. On risquerait de retrouver des caractéristiques d'une économie libérale, où des entreprises favorisées développent des tendances monopolistiques au détriment d'entreprises moins avantagées, ainsi qu'aux dépens des consommateurs soumis aux prix imposés par les entreprises. Également, on saurait le danger de voir évoluer des disparités régionales en plus d'obtenir des inégalités dans la répartition des revenus entre les différentes catégories de travailleurs. Et, bien sûr, puisque les entreprises doivent absolument fonctionner d'une façon rentable, l'occurrence d'un certain taux de chômage est inévitable. On risque donc de se trouver dans une situation très éloignée d'un rendement social optimal.

Un autre argument maintes fois formulé – et souligné plus haut – se rapporte à l'orientation à long terme de l'économie qui serait ainsi compromise. En enlevant au Bureau central ses prérogatives sur la détermination des besoins à satisfaire, les intérêts de court terme prennent le pas sur ceux qui ne prévalent que dans un horizon éloigné. Une planification, qui n'aurait pour but que de coordonner les actions des unités de production dans l'intention de répondre à des objectifs immédiats, ne mériterait plus son nom. Ce sont les conditions existantes à un moment précis qui influencent les décisions dont les conséquences débordent le court terme. Bettelheim<sup>34</sup> cite l'exemple familier des centrales électriques, dont le choix entre des centrales hydrauliques ou thermiques est déterminé par les conditions du crédit ou des prix sujets à des modifications suivant l'évolution du marché. Ici, dans le cadre d'un modèle centralisé, des fluctuations faisant regretter des choix antérieurs, s'avèrent impossible. Ce résultat serait la conséquence de l'absence d'une planification véritable.

Pour sa part, A. Eremin estime que ce nouveau modèle n'a rien de nouveau, puisqu'il est plus ou moins une copie de celui qui caractérise l'économie libérale. Son adoption résulterait d'un manque de confiance envers les possibilités offertes par la planification. L'État, par la diminution des pouvoirs concédés au Bureau central, perdrait le contrôle de la stratégie du développement économique. Il cite l'exemple d'un décentralisateur, dont l'objectif est de concevoir un système dans lequel l'entrepreneur sera libéré de l'influence gouvernementale. Toutefois, cet auteur reconnaît la pertinence de certaines réformes, mais il reproche aux réformateurs de ne pas voir d'autres issues que celle offerte par l'économie de marché socialiste.

Les dangers signalés ne manquent pas d'à-propos, même si on ne peut que les juger trop pessimistes à l'égard du rôle qui reviendrait à l'État. Il a bien été précisé plus haut que la décentralisation n'abandonnait pas l'orientation de l'économie aux aléas des relations de marché. Le marché, en n'étant qu'un instrument du Plan, ne peut se substituer au Bureau central pour déterminer les orientations

34. BETTELHEIM, C., *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, Maspéro, Paris, 1966.

principales de l'économie. Il faut reconnaître que certains des inconvénients signalés plus haut sont quasi inévitables, mais il faut prendre en considération tous ceux qui résultent des lourdeurs administratives de la centralisation, pour admettre que le bilan a de bonnes chances d'être positif. En se référant aux raisons mentionnées au début, qui ont suscité les réformes et aux analyses théoriques précisant les conditions d'une distribution optimale des ressources, on doit bien admettre que l'on n'a guère de choix. On évoquera peut-être que le point de vue des Mises, Hayek *et al* a été démenti par les faits, puisque des économies socialistes centralisées fonctionnent depuis assez longtemps sans être marquées par de profonds chaos économiques. On répondra qu'il ne s'agit pas de savoir si les rouages d'une organisation économique fonctionne tout simplement, ce qu'il faut c'est considérer s'ils fonctionnent de façon à présenter les meilleurs résultats. Aussi tout dépend des objectifs que se définit une collectivité.

Si ces objectifs sont ceux que s'étaient assignés l'URSS et les démocraties populaires de l'Est, lesquels consistaient à rattraper les nations capitalistes par une amélioration générale des conditions de vie, et si on entend ici la possibilité pour tous les individus de profiter des avantages de la vie moderne, on serait tenté de conclure à l'échec du modèle centralisé. Il faut, ici, être très prudent surtout à cause de la difficulté de formuler des jugements de valeur à partir de comparaison de dimensions difficilement mesurables. En réalité, la détermination des objectifs ne relève pas de l'économique. Le modèle chinois est une réalisation concrète permettant de vérifier qu'une économie peut bien fonctionner, en donnant la priorité aux intérêts collectifs. Ce n'est pas la place, ici d'entrer dans les considérations pouvant expliquer cette situation particulière. Il est opportun cependant de signaler que d'importants facteurs historiques et idéologiques spécifiques à cette société rendent le modèle difficilement transposable.

D'ailleurs, en s'appuyant sur les conditions objectives propres aux différentes entités nationales, le pluralisme en économie socialiste est de plus en plus admis. Si l'histoire révèle que les hommes deviennent avides de liberté au fur et à mesure que leur sécurité est assurée, il est facile d'associer le modèle centralisé à une économie où la satisfaction de nombreux besoins considérés comme étant vitaux constituent le principal objectif des instances gouvernementales. Les besoins prioritaires étant satisfaits, l'évolution des forces productives et l'apparition de nouveaux besoins justifient un partage du pouvoir décisionnel en prenant garde cependant comme le signale Dobb « ... de faire entrer le cheval de Troie du mécanisme de marché capitaliste dans la citadelle de la planification socialiste ». Il poursuit en précisant que la distinction des avantages entre les deux modèles antagonistes et la viabilité de l'un et de l'autre ne peuvent être rattachés uniquement au débat sur le calcul économique et que davantage d'expérience est nécessaire. « Nombreux sont ceux qui pensent aujourd'hui que trouver le moyen de réaliser une synthèse entre plan et marché constituera la prochaine étape importante de cette recherche <sup>35</sup> ».

35. DOBB, *op. cit.*, p. 233.

## CONCLUSION

En se référant aux modèles abstraits et concrets (Hongrie ou Tchécoslovaquie du *printemps de Prague*) que l'on connaît, au terme de cet article, il peut être utile de faire un effort d'identification d'un système économique caractérisé par une économie de marché socialiste. L'identification d'un système économique, permettant de faire des rapprochements ou des comparaisons, est une entreprise délicate, compte tenu du caractère inévitable arbitraire des dimensions retenues. Les dénominateurs communs observés seront toujours sujets à caution puisqu'en réalité, chaque système économique renferme des particularités. Cependant, puisqu'un modèle, par définition, constitue une généralisation devant refléter une image suffisamment représentative de la réalité — abstraction faite de toutes les exceptions —, on peut accepter les limites d'une identification. Parmi les quelques tentatives de mise au point d'une méthode d'identification des systèmes économiques, deux d'entre elles paraissent particulièrement intéressantes. La première est celle de Duquesne de la Vinelle<sup>36</sup>, qui, à partir de deux grandes dimensions — chacune étant divisée en sous-dimensions —, a conçu une matrice à l'intérieur de laquelle peuvent être classifiés différents systèmes économiques. Ces deux grandes dimensions se rapportent au problème fondamental de l'économie politique, soit celui de la jonction entre l'offre et la demande. L'offre représentée par ce que Duquesne de la Vinelle désigne sous l'expression « système d'organisation » comprend tout ce qu'implique le « comment » de la satisfaction de la demande, alors que celle-ci désignée par l'expression « système de référence » se rapporte à « qui » détermine « quoi ». En d'autres mots, qui détermine l'urgence relative des besoins, et quelle latitude est laissée aux individus-consommateurs ? En ce qui regarde le système d'organisation, on retient ces deux sous-dimensions : « gestion concertée des investissements principaux » et « centralisation des investissements principaux ». Pour le système de référence, la sous-dimension retenue est « le rationnement collectif global » qui correspond à une situation où l'État respecte une certaine souveraineté du consommateur en limitant son influence aux biens de production.

L'autre contribution qu'il est utile de considérer est celle de J. Drewnowski<sup>37</sup> qui, tout comme pour la méthode précédente, tient compte de la question du partage des responsabilités entre l'État et les individus. C'est pourquoi, il parle d'une « influence duale » exercée par l'un et l'autre de ces agents économiques : « le problème le plus épineux d'une théorie économique du socialisme est l'interaction des préférences exprimées par l'État et les individus<sup>38</sup> ». Suivant le rôle attribué à la demande telle que formulée par les consommateurs, trois catégories de systèmes sont suggérées. Une situation de « marché au premier

36. DUQUESNE DE LA VINELLE, *Une théorie des systèmes économiques*, Bruxelles, 1969.

37. DREWNOWSKI, J., « The Economic Theory of Socialism : A Suggestion for Reconsideration », *Journal of Political Economy*, août 1961, pp. 341-354, reproduit dans BORNSTEIN, M., *Comparative Economic Systems*, op. cit.

38. DREWNOWSKI, op. cit., p. 122.

degré » identifie une économie socialiste centralisée, tandis que les réformes en cours dans certaines démocraties populaires, donnant plus d'importance aux consommateurs, correspondraient à une situation de « marché au second degré ». Finalement, une situation de « marché au troisième degré » serait celle où la souveraineté du consommateur s'exercerait de façon à influencer les décisions d'investissements des unités de production. Même si la démarcation entre les deux dernières catégories n'est pas très précise, ce serait la troisième qui pourrait être associée au modèle dont le travail fait l'objet.

En laissant à la planification un rôle limité, on peut faire croire à un manque de confiance aux possibilités qu'ont les individus organisés autour de l'État, de contrôler leur destin. Ainsi, on semblerait donner raison à ceux qui puisent leur inspiration dans l'économie classique, particulièrement celle de ricardiens comme P. Fabra, qui affirme que

le plan, dans la mesure où il est exécuté à la lettre, abolit l'avenir plutôt que de le prévenir à moins qu'il ne le cache, suite à des erreurs de prévisions<sup>39</sup>.

Malgré le sérieux de la thèse soutenue par cet auteur, il nous apparaît beaucoup plus utopique de préconiser un retour vers une économie quasi parfaitement concurrentielle que de chercher avec des moyens imparfaits, sous la gouverne de l'État, des solutions aux problèmes grandissants, découlant de la concurrence monopolistique. En conséquence, la limitation dans un cadre plus restreint des responsabilités du Plan, ne peut être assimilée à une position de désaveu à l'égard d'un instrument indispensable pour une orientation favorable de la croissance économique. Même si on atténue son importance par une forme d'assouplissement, la planification doit toujours demeurer une caractéristique fondamentale du « nouveau modèle d'économie socialiste ».

L'expérience vécue est sûrement trop brève et trop limitée par des contingences particulières pour donner une appréciation juste des résultats observables. Le développement des outils d'analyse en matière de calcul et des prévisions économiques, de plus grandes concessions accordées à la consommation aux dépens de l'accumulation et l'apprentissage d'un meilleur partage des responsabilités contribueront à faciliter l'interdépendance entre le Plan et le marché. Pour une plus grande efficacité et pour des rapports plus harmonieux entre les divers agents économiques, c'est la voie que doit suivre l'économie socialiste.

---

39. FEIWEL, *op. cit.*, p. 317.